

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS N°19 -2021****DU CONSEIL MUNICIPAL
De la Commune de CORGOLOIN**

Date de la convocation : 20 Avril 2021

NOMBRES DE MEMBRES		
Membres du Conseil Municipal	EN EXERCICE	Qui ont pris part à la délibération
15	15	15

Séance du 21 avril 2021

L'an deux mille vingt et un, le 21 avril à 18 Heures 30, le Conseil Municipal de CORGOLOIN, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Mr Dominique VERET, Maire.

Présents : Dominique Véret, Christian Mezzavilla, Annick Sauvain, Philippe Héritier, Martine Bugnot, Stéphane Guigot, Mathilde Picavet, Patricia Débarbouillé, Vincent Rodier, Martine Rocchi Caslani, Cécile Pagant, Yves Chaudat, Louis Philippe Forey.

Excusés : Irène Lenoir, Laurent Villeret,

Mr Laurent Villeret ayant donné pouvoir à Mr Dominique Véret

Mme Irène Lenoir ayant donné pouvoir à Mme Mathilde Picavet

Secrétaire de séance : Annick Sauvain

Objet : Instauration d'un droit de préemption urbain

La commune ayant **approuvé l'élaboration de son PLU ce jour**, il lui appartient de choisir **d'instaurer** le droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines (U) ou des zones à urbaniser (AU), délimitées par le P.L.U.

La délibération instaurant le D.P.U. peut être prise le même jour que celle **approuvant l'élaboration du P.L.U.**

M. le Maire expose la situation actuelle :

La commune disposait d'un droit de préemption sur son territoire instauré par délibération du 14 avril 2009. Celui-ci s'appliquait sur les zones UA et NA du Plan d'Occupation des Sols (POS). Le POS étant devenu caduc le 27 mars 2017, le Droit de Préemption Urbain ne s'applique plus depuis cette date.

Il serait opportun **d'instaurer à nouveau le DPU** afin de réaliser dans l'intérêt général et conformément à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, les opérations ou actions d'aménagements suivantes :

- la mise en œuvre d'un projet urbain,
- la mise en œuvre d'une politique de l'habitat,
- le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques,
- le développement des loisirs et du tourisme,
- la réalisation des équipements collectifs,
- le renouvellement urbain,
- la lutte contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux,
- la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine,

Et constituer des réserves foncières destinées à la préparation de ces opérations.

Après avoir entendu, l'exposé de M. le Maire et en avoir délibéré,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.210-1 à L.213-18 et R.211-1 à R.213-26 et R.151-52 7°

Considérant que le plan local d'urbanisme de la commune de CORGOLOIN a été approuvé par délibération du conseil municipal en date du 21 avril 2021,

Considérant que la commune envisage de réaliser des opérations relevant des objectifs sus énumérés,

Considérant que le droit de préemption urbain peut être instauré sur les zones urbaines et les zones à urbaniser,

Le conseil municipal décide, à l'unanimité :

1°) D'instaurer le droit de préemption urbain, **sur les zones U et AU**, délimitées sur le plan ci-joint.

2°) La commune exercera le droit de préemption dans les zones concernées, à compter de la dernière en date des mesures de publicité de la présente délibération mentionnées à l'article R.211-2 du code de l'urbanisme.

3°) Donne délégation à Monsieur le maire, pour exercer, au nom de la commune, le droit de préemption urbain, conformément à l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

4°) Sera ouvert un registre où seront mentionnés les biens acquis par préemption, ainsi que leur utilisation par la commune. Ce registre sera tenu à la disposition du public à la mairie de CORGOLOIN aux heures d'ouverture habituelles.

5°) Le périmètre d'application du droit de préemption urbain sera annexé au dossier de PLU, conformément à l'article R.151-52 7° du code de l'urbanisme.

6°) Copie de la présente délibération, ainsi que du plan annexé, sera transmis sans délai par M. le Maire :

- à Monsieur le Préfet

- au Directeur Régional des Finances Publiques, 25 rue Boudronnée, Dijon

- au Président du Conseil Supérieur du Notariat, 60 boulevard La Tour-Maubourg, 75007 Paris
- au Président de la Chambre Départementale des Notaires, 2 bis avenue Marbotte Dijon
- aux Barreaux du tribunal de grande instance de Dijon, 13 bd Clémenceau, Dijon
- au greffe du tribunal de grande instance de Dijon, 13 bd Clémenceau, Dijon

7°) Conformément à l'article R.211-2 du code de l'urbanisme :

- la présente délibération sera affichée en mairie pendant un mois, mention de la présente délibération sera publiée dans les annonces légales de deux journaux diffusés dans le département,

8°) Cette délibération n'entrera en vigueur que lorsque le P.L.U. approuvé sera exécutoire, dans les conditions fixées par les articles, R.153-20, R.153-21 et L.153-23 et L. 153-24 du code de l'urbanisme.

Acte rendu exécutoire
après dépôt

en Préfecture (Sous-
Préfecture)..signature

Le Maire,

Dominique VERET

